Transformons la culture !

Dans la perspective des élections professionnelles qui se dérouleront dans la fonction publique du 3 au 10 décembre 2026 Sud Culture a produit le premier texte ci-dessous.

Suppressions d'emplois, gel des salaires, baisse des budgets des administrations, externalisation des missions… les mesures destructrices contre les services publics, sont nombreuses. Nous refusons que les établissements et les agent·es servent de variable d'ajustement au nom de l'austérité imposée. Face à la dégradation de nos missions, à la précarité, à la libéralisation galopante, au recours débridé à l'intelligence artificielle, nous défendons une culture émancipatrice, garantissant un accès égal pour toustes, et où les droits et conditions de travail des agent·es sont respecté·es.

Pour une culture solidaire : luttons pour nos services publics et nos conditions de travail !

Nos établissements, confrontés au désengagement continu de l'Etat, s'offrent désormais aux intérêts privés : location d'espaces pour des événements privatifs, location des façades pour des publicités, recours accru au mécénat… « Pompidou Hanwha » qui vient d'ouvrir en juin 2026 à Séoul est une nouvelle antenne en partenariat avec l'un des principaux conglomérats sud-coréens de l'armement. Nous refusons que l'art et la culture servent à légitimer des multinationales qui prospèrent sur la guerre, la destruction, l'exploitation et la violence sociale.

Nous combattons l'externalisation qui détériore depuis des années les conditions de travail des salarié·es et qui n'a de

cesse de s’étendre dans le secteur culturel. Au départ concentrée sur les activités de nettoyage, de la sécurité, de la surveillance, c’est à présent la billetterie, le vestiaire, l’accueil, la médiation culturelle, les visites guidées et les ateliers pédagogiques qui sont sous-traitées. Grâce à la lutte collective, avec les salarié·es, SUD Culture Solidaires, Sud PTT et l’Union Syndicale Solidaires, ont déposé plainte en 2025 contre le Muséum national d’histoire naturelle et Radio France, ainsi que les prestataires Marianne International et Musea, pour « prêt de main d’œuvre illicite » et « délit de marchandage ». Ces 2 nouvelles plaintes font suite aux 4 précédentes déposées en 2024, visant le Palais de la Porte Dorée, le Musée du Louvre, le Mucem et la Bourse du Commerce – Pinault Collection, et déjà les sociétés Marianne International, Musea et Pénélope.

Les tarifs s’envolent
Conséquence des coupes budgétaires et de la quête effrénée de nouvelles ressources, les tarifs d’accès ont connu une importante hausse ces dernières années, parfois de façon radicale. En 10 ans, c’est une augmentation de 83% pour une entrée au Louvre, 56 % au Musée du Quai Branly, 45 % au musée d’Orsay, 50% sur les expositions de la BnF, etc… Ces augmentations continues dépassent allégrement le seuil dissuasif de 10 euros qui fait renoncer à une visite (Baromètre des visites patrimoniales, Crédoc, 2020).

SUD Culture Solidaires revendique

- des services publics de qualité et utiles socialement. Démocratisons la culture, défendons la gratuité d’accès aux lieux culturels !
- La réinternalisation des métiers sous-traités : accueil, nettoyage, restauration, expertise, etc.
- la fin des délégations de services publics à des structures privées, et la fin du recours systématique au mécénat : arrêtons de permettre au privé de redorer son

blason en acceptant des financements de Total, L’Oréal ou Chanel. Taxons plutôt les entreprises pour financer les services publics pour toustes !

- Le refinancement immédiat des services publics de l’art et de la culture.
- La fin des suppressions de postes et coupes budgétaires qui affectent les conditions de travail des agent·es et la qualité du service rendu au public. Nous revendiquons le renforcement des effectifs, des embauches pérennes et la réouverture des filières abandonnées.
- Le dégel du point d’indice et la revalorisation des carrières : alors que l’inflation ne s’arrête plus, la fonction publique s’appauvrit. Aujourd’hui, un nombre important d’agent-e-s, en catégorie C surtout, est payé juste ou en-dessous du SMIC.
- La réduction du temps de travail à 32 heures, sans perte de salaire et des embauches compensatoires. Partageons le travail et améliorons nos conditions de vie.

Refusons la précarité

La précarité est un fléau social : en plus des salaires indignes, des temps partiels imposés et de l’instabilité dans laquelle elle plonge les personnels la subissant, sans perspective d’avenir professionnel, elle accroit les inégalités et les discriminations. La précarité engendre une vulnérabilité et insécurité permanente, rend l’accès aux droits encore plus difficile. La dénonciation des situations de harcèlement ou d’agressions est un parcours du combattant pour les collègues précaires.

Au ministère de la culture et dans ses établissements, elle prend de multiples formes : ce sont d’abord les contrats précaires, en CDD et temps partiels imposés, mais aussi les recours au service civique, payés une misère pour un temps plein, sans perspective et sans droit au chômage.

Apprenties et stagiaires, de plus en plus présent·es, dépendent entièrement de leur hiérarchie pour obtenir leur diplôme, les rendant corvéables à merci. A tout cela s'ajoutent les contrats aidés, les contrats de projet et les emplois mécénés : tout autant de façon pour l'administration de saucissonner les statuts et les emplois, créant au sein du collectif de travail de multiples inégalités de traitement.

Pour SUD Culture Solidaires, ces nouvelles formes d'exploitation ne sont que des moyens d'affaiblir la fonction publique, de transformer nos missions patrimoniales et culturelles nécessitant des projections sur le temps long en une succession de missions dont on ne peut appréhender le but. Au cours de ces dernières années, des précaires de la Culture se sont mobilisé·es, se sont organisé·es, ont mené des luttes et fait grève avec SUD Culture Solidaires.

Les avancées obtenues au ministère de la Culture et dans certains de ses établissements par ces luttes, montrent que l'on peut faire reculer la précarité, et qu'elle est un choix politique de nos directions et de nos tutelles.

> ***Seule la lutte paye***
> *En 2025, après 4 mois de mobilisation et 24 jours de grève à la BnF, la lutte contre la*
> *précarité, le sous-effectif et les mauvaises conditions de travail a enfin porté ses fruits !*
> *De même au Louvre après sa mobilisation de l'hiver 2025 : des recrutements sans*
> *concours de fonctionnaires en catégorie C ont été obtenus par les mobilisation collectives !*

Sud culture solidaires s'oppose à ces doctrines libérales et revendique

- un passage immédiat en CDI des précaires et des plans de titularisation sans conditions de nationalité ;

- l’égalité des droits sociaux avec les agent·es titulaires, un accès à la formation et un système d’avancement pour l’ensemble des contractuel·les ;
- la fin des formes d’ultra-précarité : contrats projets, contrats sur de faux besoins occasionnels, service civique, exploitation des apprenti·es…
- le respect des droits des personnels non-titulaires soumis à l’arbitraire en matière de recrutement et de renouvellement de contrat.

Arrivée de l’IA, gardons la main sur nos outils de travail !

L’arrivée de l’intelligence artificielle dans nos métiers se fait brutalement, sans concertation et sans communication claire auprès du personnel. Pourtant, l’IA va modifier profondément nos pratiques professionnelles, et elle est un danger sur plusieurs aspects.

Dans un contexte de perte de postes continue depuis plusieurs années et où le sous-effectif est souvent devenu le quotidien, la course à l’automatisation bat son plein. L’intelligence artificielle est désormais présentée par les employeurs comme un ensemble d’outils pour remédier au manque de personnel, alléger la charge de travail et comme une aide à la réalisation de nos missions. C’est pourtant les expertises et savoir-faire professionnels qui se perdent lorsque les tâches sont déléguées à des outils en toute confiance, malgré leur inefficacité.

Toute la Fonction publique est actuellement concernée par la volonté de déployer et de recourir à l’IA. Les collègues sont sollicité·es pour participer à des groupes de travail, contribuer à la reflexion, envisager les déploiements possibles de l’IA dans le cadre de leurs métiers.

Plusieurs établissements du ministère de la culture se dotent

d’une cellule IA pour mener des expérimentations, faire de la recherche et développement, participer à des consortiums pour répondre à des appels à projets. Dans certains domaines, il est déjà demandé aux agent·es d’utiliser l’IA pour des tâches courantes : en archéologie pour automatiser les rapports de diagnostics, dans certains musées pour expertiser les marchés publics. Ailleurs, des expériences sont en cours : la génération de bibliographies, le catalogage et l’indexation des ouvrages en bibliothèque, la redaction des rapports et l’analyse des projets dans le secteur de l’archéologie, le recours à l’IA pour la médiation dans les musées, etc.

Nous dénonçons :
• le développement agressif de l’IA, aberration écologique et sociale dans notre secteur comme ailleurs ;
• le remplacement de certaines tâches et de certains postes par de l’IA (traduction, correction, rédaction, planification, etc.) ;
• les conditions de travail des travailleureuses du clic (dataworkers) ;
• la reproduction des systèmes d’oppressions par des biais racistes, sexistes, validistes ;
la destruction massive des emplois ;

C’est un non-sens pour notre syndicat : il s’agit non seulement d’une perte de compétences centrales à nos métiers, mais aussi d’un risque non négligeable de baisse de la qualité du travail. On sait déjà que, dans la traduction par exemple, les résultats fournit par IA demandent une relecture précise, parfois plus
chronophage que le travail originel.

C’est aussi et encore, une délégation au secteur privé, amenant non seulement à financer des entreprises avec de l’argent public, mais aussi à leur donner accès à nos données, que ce soit celles des établissements ou celle des agent·es elleuxmême.

En plus de cela, les ressources mobilisées pour faire tourner les intelligences artificielles sont une aberration écologique : les data center nécessaires pour son fonctionnement pompent nos ressources en eau et accroissent la demande en électricité.

La recherche et les innovations technologiques doivent être tournées vers la disparition d'emplois pénibles, permettre d'alléger et de faire évoluer le sens du travail pour et avec les travailleureuses, pour répartir le travail et les richesses entre toustes !

SUD Culture Solidaires revendique

- l'arrêt immédiat de l'utilisation de l'IA dans nos métiers ;
- une réglementation stricte sur le contenu utilisé pour entraîner les modèles des IA et sur leur développement et leur utilisation, pour limiter leur prolifération ;
- des formations sur les enjeux de l'IA (sur l'impact écologique, social…)

Pour des services publics utiles socialement, des missions qui ont du sens, et des conditions de travail dignes !

S'organiser collectivement , se syndiquer, c'est disposer d'un outil pour défendre ses droits, mener des luttes et faire face à l'arbitraire, être un contre-pouvoir, défendre nos salaires, garantir la préservation des services publics, constituer des espaces de solidarité pour une meilleure justice sociale.

SUD Culture Solidaires – Transformons la cultureTélécharger